



C.D. Howe Building, 240 Sparks Street, 4th Floor West, Ottawa, Ont. K1A 0X8  
Édifice C.D. Howe, 240, rue Sparks, 4<sup>e</sup> étage Ouest, Ottawa (Ont.) K1A 0X8

---

## Motifs de décision

Canadian Airport Workers Union,

*requérant/ancien agent négociateur accrédité,*

*et*

Association internationale des machinistes et des  
travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale,

*agent négociateur accrédité,*

*et*

Sécurité préembarquement Garda inc.,

*employeur.*

Dossier du Conseil : 29195-C

Référence neutre : 2012 CCRI 657

Le 27 septembre 2012

---

Le Conseil était composé de M<sup>re</sup> Elizabeth MacPherson, Présidente, ainsi que de M<sup>rs</sup> William G. McMurray et Louise Fecteau, Vice-présidents.

### **Procureurs inscrits au dossier**

M<sup>re</sup> Michael A. Church, pour le Canadian Airport Workers Union;

M<sup>re</sup> Elichai Shaffir, pour l'Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale;

M<sup>re</sup> Michel A. Brisebois, pour Sécurité préembarquement Garda inc.

## I – Contexte

[1] Le 14 mars 2012, à la suite d'un scrutin de représentation, le Conseil canadien des relations industrielles (le Conseil) a accrédité l'Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale (l'AIMTA) à titre d'agent négociateur d'une unité d'employés de Sécurité préembarquement Garda inc. (Garda ou l'employeur) travaillant à trois aéroports de Toronto. Avant cette date, les employés de cette unité de négociation étaient représentés par le Canadian Airport Workers Union (le CAWU) et ils étaient assujettis à une convention collective conclue entre Garda et le CAWU.

[2] En vertu de sa convention collective avec Garda, le CAWU avait présenté un certain nombre de griefs au nom de différents employés, avait renvoyé ces griefs à l'arbitrage et avait fixé des dates d'audience avec divers arbitres. Après le changement d'agent négociateur, les dossiers du CAWU relatifs à 46 de ces griefs ont été remis à l'AIMTA. L'AIMTA et Garda ont par la suite conclu une entente en vue de régler tout cet arriéré en soumettant tous les griefs en instance à un seul arbitre. En conséquence, Garda a communiqué avec les différents arbitres dont les services avaient été retenus par le CAWU et a annulé les audiences d'arbitrage prévues.

[3] Dans une lettre datée du 31 juillet 2012, le CAWU a demandé au Conseil d'ordonner que l'AIMTA soit responsable d'acquitter tous les frais d'annulation exigés par les arbitres ainsi que toute facture présentée par ceux-ci. Cette demande du CAWU soulève deux questions à trancher par le Conseil, à savoir : quelle est l'étendue des droits et obligations que le *Code canadien du travail (Partie I – Relations du travail)* (le *Code*) attribue à un syndicat qui succède à un autre à titre d'agent négociateur en vertu d'une ordonnance d'accréditation rendue par le Conseil? et quelle est l'étendue du pouvoir dont dispose le Conseil pour se prononcer sur les questions relatives à ces droits et obligations?

[4] Ayant soigneusement examiné les observations écrites des parties, le Conseil est d'avis que cette affaire peut être tranchée en se fondant sur les documents versés au dossier, et il exerce donc son pouvoir discrétionnaire, en vertu de l'article 16.1 du *Code*, de ne pas tenir d'audience.

## **II – Position des parties**

### **A – Le CAWU**

[5] Le CAWU soutient qu'il devrait être ordonné à l'AIMTA d'assumer les frais d'annulation exigés par les différents arbitres et d'acquitter les factures qui ont été présentées par ceux-ci après que l'AIMTA eut décidé de ne pas procéder à l'arbitrage devant les arbitres approuvés par le CAWU.

[6] Le CAWU prétend que le Conseil a compétence pour rendre une telle ordonnance, car le Conseil demeure saisi de toute question qui découle des ordonnances qu'il a rendues. Le CAWU soutient que, parce qu'elle a été accréditée par le Conseil, l'AIMTA s'est retrouvée dans la même position où se trouvait le CAWU auparavant. Le CAWU affirme que l'AIMTA lui a été substituée en qualité de partie à la convention collective et qu'elle a donc remplacé le CAWU à tous égards à partir du moment où elle a été accréditée.

[7] Le CAWU soutient que les audiences d'arbitrage en cause avaient été prévues sous le régime de la convention collective, et que toute obligation liée à ces audiences d'arbitrage doit incomber au syndicat qui était partie à la convention collective au moment où ont été prises les décisions importantes s'y rapportant. Le CAWU affirme que l'AIMTA n'a pas annulé les audiences d'arbitrage en temps opportun, ce qui a occasionné les frais d'annulation.

[8] Le CAWU allègue que c'est par pure malveillance contre lui que l'AIMTA refuse de contribuer au paiement des frais d'annulation. Il soutient qu'il est de tradition, et qu'il est conforme à une pratique reconnue par les avocats et les syndicats de la communauté des relations du travail, que dans une telle situation, le syndicat qui a hérité de la convention collective prenne également à son compte, en tant que « fruit de la victoire » (traduction), toute responsabilité, toute obligation et tous frais d'annulation connexes.

## **B – L’AIMTA**

[9] L’AIMTA soutient que le Conseil n’a pas compétence pour rendre l’ordonnance demandée par le CAWU. Bien qu’elle reconnaisse qu’un syndicat qui déloge un autre syndicat à titre d’agent négociateur est substitué à ce dernier en qualité de partie à toute convention collective s’appliquant aux employés de l’unité de négociation, elle fait valoir que cela ne signifie pas que les passifs financiers du syndicat délogé incombent au nouvel agent négociateur. L’AIMTA souligne que, de la même façon, un nouvel agent négociateur n’a pas droit aux actifs du syndicat délogé.

[10] Subsidiairement, si le Conseil a compétence pour rendre l’ordonnance demandée, l’AIMTA soutient qu’aucune ordonnance ne devrait être rendue. L’AIMTA fait valoir que le CAWU est seul responsable de ses passifs financiers, y compris en ce qui concerne les frais d’annulation exigés pour les audiences d’arbitrage qui avaient été fixées par le CAWU. L’AIMTA soutient que le CAWU aurait pu annuler ces audiences lorsqu’il a perdu son statut d’agent négociateur de l’unité de négociation. Elle fait observer que le CAWU demande au Conseil d’ordonner que l’AIMTA prenne en charge ses passifs sans que le CAWU ait à fournir à l’AIMTA aucun de ses éléments d’actif. L’AIMTA réclame que la demande soit rejetée.

## **C – Garda**

[11] L’employeur a informé le Conseil qu’il n’avait pas d’observations à présenter relativement à cette affaire.

## **III – Analyse et décision**

### **A – Étendue des droits et obligations que le *Code* attribue à un syndicat qui succède à un autre à titre d’agent négociateur en vertu d’une ordonnance d’accréditation rendue par le Conseil**

[12] La disposition législative qui définit l’effet de l’accréditation est l’article 36 du *Code*, qui se lit comme suit :

36.(1) L'accréditation d'un syndicat à titre d'agent négociateur emporte :

- a) droit exclusif de négocier collectivement au nom des employés de l'unité de négociation représentée;
- b) révocation, en ce qui touche les employés de l'unité de négociation, de l'accréditation de tout syndicat antérieurement accrédité;
- c) substitution du syndicat – en qualité de partie à toute convention collective s'appliquant à des employés de l'unité de négociation, mais pour ces employés seulement – à l'agent négociateur nommément désigné dans la convention collective ou à tout successeur de celui-ci;
- d) assimilation du syndicat à l'agent négociateur, pour l'application de l'alinéa 50b).

(2) Dans le cas d'application de l'alinéa (1)c), le syndicat substitué à l'autre peut, dans les trois mois suivant la date d'accréditation, exiger de l'employeur lié par la convention collective d'entamer des négociations collectives en vue du renouvellement ou de la révision de celle-ci ou de la conclusion d'une nouvelle convention collective.

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas au syndicat qui est accrédité à la suite d'une demande présentée en vertu de l'article 24.1.

[13] Le CAWU a porté à l'attention du Conseil une décision rendue par le Conseil canadien des relations du travail (le CCRT), dans laquelle étaient examinés les droits obtenus par un nouvel agent négociateur par suite de son accréditation. Dans *Bell Canada* (1981), 43 di 238; [1981] 2 Can LRBR 284; et 81 CLLC 16,099 (CCRT n° 311) (*Bell*), le CCRT s'est penché sur un renvoi par un conseil d'arbitrage en vertu de l'article 158 du *Code* (maintenant l'article 65) relativement à une question de principe. Le conseil d'arbitrage demandait au CCRT d'établir de quels droits et pouvoirs disposait un agent négociateur nouvellement accrédité qui avait délogé un syndicat en place, durant la période faisant suite à l'expiration de la convention collective, mais précédant l'acquisition du droit de grève ou de lock-out. La conclusion du CCRT selon laquelle le nouvel agent négociateur avait le droit de présenter un grief pendant cette période s'appuyait sur les observations suivantes :

Par suite de son accréditation, le STCC a remplacé le SCC à titre de partie à la convention. **Il pouvait par conséquent prendre la relève pendant l'arbitrage et la procédure de règlement des griefs, et il pouvait aussi engager de nouvelles procédures.** Les employés ne perdent pas les avantages de la convention ni le recours à l'arbitrage parce qu'ils ont choisi de changer d'agent négociateur. Cette continuité permet aux employés de changer d'agent négociateur sans perdre leurs droits. Elle permet le cours normal des choses pendant que le nouvel agent négociateur et l'employeur font connaissance et commencent à négocier.

Un changement d'agent négociateur pendant les négociations collectives entraîne des changements importants à la table de négociation. Pour l'employé, toutefois, on a voulu qu'il n'y ait que des conséquences mineures. Les congédiements ou autres questions peuvent toujours être soumis à l'arbitrage

aux termes de la convention collective expirée. **Pour ce qui est des questions encore à l'arbitrage, l'ancien agent est remplacé par le nouveau.**

(page 252; c'est nous qui soulignons)

[14] L'affaire *Bell* portait sur les droits qu'un agent négociateur substitué à un autre acquiert au moment de son accréditation, mais pas sur les obligations qui en sont la contrepartie – et qui sont en cause dans la présente affaire. Il ne fait aucun doute, selon le paragraphe 36(1) du *Code*, que le syndicat nouvellement accrédité obtient des droits de négociation exclusifs, et que le syndicat antérieur perd ses droits de représentation à l'égard des employés de l'unité de négociation. Par effet de la loi, le syndicat nouvellement accrédité est substitué au syndicat antérieur en qualité de partie à toute convention collective s'appliquant aux employés de l'unité de négociation.

[15] L'article 36 du *Code* n'est pas libellé avec autant de précision que d'autres articles du *Code* qui portent sur différentes situations de succession. Par exemple, l'article 43 du *Code* prévoit les conséquences d'une fusion de syndicats ou d'un transfert de compétence entre eux. Il est vrai que cet article concerne des événements liés à la structure syndicale qui se déroulent avec le consentement des parties, ce qui n'est pas le cas lors d'une demande visant à déloger un syndicat. Néanmoins, la loi établit clairement qu'à la suite d'une fusion ou d'un transfert de compétence entre des syndicats, le syndicat qui succède à un autre syndicat est réputé subrogé dans les droits, privilèges et **obligations** de ce dernier, que ceux-ci découlent d'une convention collective **ou d'une autre source**.

[16] Dans la même veine, l'article 44 du *Code* établit clairement que, lors d'une vente d'entreprise, l'employeur successeur est non seulement lié par toute convention collective applicable aux employés travaillant dans l'entreprise, mais il devient également partie, selon les termes exprès de la loi, à toute procédure en cours à la date de la vente, et touchant ces employés ou leur agent négociateur.

[17] D'après le Conseil, même si ce n'est pas énoncé expressément à l'article 36, l'objet du *Code* est de faire en sorte qu'un syndicat qui succède à un autre à titre d'agent négociateur d'une unité de négociation donnée « prenne la place » (traduction) de son prédécesseur non seulement à l'égard des questions liées aux négociations collectives, mais également à l'égard des questions concernant la



représentation des employés visés par toute convention collective applicable à l'unité de négociation. Cela comprend la responsabilité de traiter les griefs présentés en vertu de la convention collective. Cette conclusion se dégage de l'article 37 du *Code*, à savoir l'article sur le devoir de représentation juste, qui interdit à l'agent négociateur d'agir de manière arbitraire ou discriminatoire ou de mauvaise foi à l'égard des employés de l'unité de négociation dans l'exercice des droits reconnus à ceux-ci par la convention collective. Au moment d'une nouvelle accréditation, le syndicat en place perd ses droits de représentation et le syndicat qui lui succède acquiert simultanément ces droits, de même que les obligations qui les accompagnent. Ces dernières comprennent l'obligation de traiter tout grief qui était en instance à la date de l'accréditation, puisque les employés de l'unité de négociation sont en droit d'exiger que leur agent négociateur nouvellement accrédité assume les responsabilités qui lui incombent aux termes de l'article 37 du *Code*.

[18] Cela ne signifie toutefois pas que le nouvel agent négociateur doive traiter les griefs en suivant la stratégie établie par son prédécesseur. Le nouvel agent négociateur n'a pas seulement le droit, mais aussi l'obligation de passer en revue chaque grief et de l'examiner soigneusement, conformément aux principes établis dans la jurisprudence du Conseil relativement au devoir de représentation juste. Après avoir procédé à cet examen, le nouveau syndicat peut décider de ne pas donner suite au grief, d'entreprendre des démarches afin de le régler avec l'employeur ou de procéder à l'arbitrage selon la procédure sur laquelle l'employeur et lui-même se seront entendus. L'employeur et le nouveau syndicat peuvent notamment s'entendre sur le choix d'un autre arbitre ou d'un processus d'arbitrage différent.

#### **B – Étendue du pouvoir du Conseil pour se prononcer sur les questions relatives aux droits et obligations d'un nouvel agent négociateur**

[19] Il ne fait aucun doute que le Conseil dispose du pouvoir nécessaire pour traiter toute plainte déposée en vertu de l'article 37 du *Code* par un membre d'une unité de négociation contre son nouvel agent négociateur. Le Conseil a, dans le passé, traité des plaintes de manquement au devoir de représentation juste qui comportaient des allégations contre un agent négociateur antérieur et contre un agent négociateur successeur. Dans un tel cas, si le Conseil conclut qu'il y a eu violation du *Code*, la responsabilité peut être répartie entre les agents négociateurs, si les circonstances l'exigent, en fonction du degré de responsabilité qui, d'après le Conseil, revient à chacun d'eux.

Ainsi, même si le syndicat délogé perd ses droits de représentation à l'égard d'une certaine unité de négociation, le Conseil peut encore le tenir responsable des décisions qu'il avait prises, ou qu'il n'avait pas prises, au cours de la période où il était l'agent négociateur accrédité. Le Conseil peut également rendre les ordonnances qu'il juge indiquées contre le syndicat délogé, à titre de redressement pour toute violation.

[20] En l'espèce, le Conseil n'est saisi d'aucune plainte. Le CAWU demande au Conseil d'ordonner que l'AIMTA assume les frais d'annulation qui ont été réclamés par les arbitres après que l'AIMTA et Garda eurent décidé, à la suite de l'accréditation de l'AIMTA, de traiter les griefs en instance selon une procédure différente de celle que le CAWU avait décidé de suivre quand il était l'agent négociateur. Comme il a été expliqué ci-dessus, le Conseil est d'avis que l'AIMTA était tout à fait en droit d'adopter une procédure différente de celle qu'avait choisie le CAWU pour traiter les griefs en instance.

[21] De l'avis du Conseil, la question soulevée par le CAWU relève du droit contractuel, qui ne relève pas de la compétence dont est investi le Conseil en vertu du *Code*. Bien que l'AIMTA et Garda aient eu le droit d'annuler les audiences d'arbitrage (et, en fait, le CAWU et Garda auraient également eu le droit d'annuler ces audiences, par exemple, en cas de règlement ou de retrait du grief), la question de savoir qui doit assumer les coûts résultant des annulations ne relève pas du droit du travail. Bien que le Conseil puisse avoir son opinion sur la question, il n'a pas compétence pour rendre l'ordonnance demandée par le CAWU ou le pouvoir de le faire.

[22] Par conséquent, la demande du CAWU doit être rejetée.

[23] Il s'agit d'une décision unanime du Conseil.

#### ***Traduction***

Elizabeth MacPherson  
Présidente

William G. McMurray  
Vice-président

Louise Fecteau  
Vice-présidente